Philippe Riviale, *La Révolution française dans
l'infortune de la finance*

Paris, L'Harmattan, 2013

Marie-Laure Legay

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/13479>

DOI : 10.4000/ahrf.13479

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 15 février 2015

Pagination : 251

ISBN : 978-2-200-92958-9

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Marie-Laure Legay, « Philippe Riviale, *La Révolution française dans l'infortune de la finance* », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 379 | janvier-mars 2015, mis en ligne le 15 février 2015, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/13479> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.13479>

Ce document a été généré automatiquement le 1 juillet 2021.

Tous droits réservés

Philippe Riviale, *La Révolution française dans l'infortune de la finance*

Paris, L'Harmattan, 2013

Marie-Laure Legay

RÉFÉRENCE

Philippe Riviale, *La Révolution française dans l'infortune de la finance*, Paris, L'Harmattan, 2013, 388 p., ISBN 978-2-343-02325-0, 38,5 €.

- 1 L'ouvrage de Philippe Riviale est difficile à définir. Présenté dans la collection « à la recherche des sciences sociales » que l'auteur, lui-même agrégé de sciences sociales, dirige chez L'Harmattan, le livre est un essai sur la Révolution française lue à travers ses finances ou plus exactement, à travers ce qui s'est dit de ses finances. Il est découpé en trois grandes parties qui reprennent les scansions chronologiques habituelles : « des fondements nouveaux pour une société de citoyens » ; « comment maîtriser les finances en des temps révolutionnaires » ; « réaction thermidorienne et Directoire ». À l'intérieur de chaque partie, nous ne trouvons pas de structure mais une kyrielle de chapitres ou plutôt de notes de lecture (quinze pour la première partie, trente et un pour la seconde et seize pour la troisième) qui évoquent soit le discours d'un député, d'un avocat ou d'un ministre (par exemple : « la critique d'Allarde à propos de la dette et de l'assignat » ; « discours de Gouget-Deslandres : restaurer le crédit » ; « les considérations sur l'agiotage de Jean-René Loyseau » ; « Dominique Ramel : "l'assignat a sauvé la Révolution" »...), soit les débats au sein de l'Assemblée puisés, pour l'essentiel, aux sources imprimées traditionnelles, *Archives parlementaires* et *Moniteur*. Ni réelle introduction qui présenterait le questionnement, l'état de l'art, la méthode de travail, le choix du corpus..., ni réelle conclusion, insérée dans la troisième partie et composée de citations. Pourtant, le propos initial de l'auteur est ambitieux : « étudier la dépendance qui lia ce qu'on nomme Révolution française au problème financier » tout en évitant « les obscurités auxquelles aboutissent nécessairement les essais

fragmentaires ». L'auteur passe sous silence tous les historiens spécialistes des finances de l'Ancien Régime et de la Révolution française (Michel Bruguère, John Bosher, Eugene White... auraient pu lui être utiles), sans pour autant présenter les économistes actuels qui travaillent sur la monnaie et les finances (Michel Aglietta et André Orléan sur *La monnaie souveraine* par exemple), termes qu'il définit seul dans son introduction. Le lecteur est donc face à une compilation de textes générés par les acteurs de la Révolution, textes pour la plupart présentés sans l'analyse critique habituellement produite par les historiens pour se distancier de leurs sources : le rapport au pouvoir des différents protagonistes, simples amateurs, affairistes patentés ou ministres expérimentés, notamment leur formation et parcours intellectuels ne sont pas présentés. L'auteur fait-il œuvre théorique ? Reprenant les opinions du temps, il ne les confronte pas aux théories financières et monétaires connues. Veut-il faire œuvre d'historien ? Dans ce cas il manque un acteur de choix pour comprendre cette histoire financière : la guerre et sa trésorerie. Reste que cette présentation des sources, pour certaines déjà bien connues mais pour d'autres moins, rend bien l'idée que les débats autour des outils d'ingénierie financière soulevaient en filigrane l'éternelle question des *gestionnaires et profiteurs de la Révolution*.